

N° DP 24/471

DECISION DU PRESIDENT

AVIS SUR DEMANDE DE L'ENTREPRISE VCSP ROUTE FRANCE POUR UNE DEROGATION PREFECTORALE TEMPORAIRE INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L3132-26 du Code du Travail,

VU l'article L.3132-21 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de la Métropole doit être sollicité lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public (dérogation préfectorale temporaire individuelle),

VU la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, promulguée le 6 août 2015,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le courrier du 14/05/2024 de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Var (DDETS 83), ci-annexée, sollicitant l'avis de la Métropole pour une dérogation temporaire au repos dominical concernant la demande formée par l'entreprise VCSP ROUTE FRANCE pour le compte du groupe VINCI à propos du dimanche 16 juin 2024 (ou du 23 juin si intempérie le 16 juin) pour 4 salariés dans le cadre de l'opération de travaux d'élargissement de l'A57,

CONSIDERANT l'article R.3132-16 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe le lieu d'intervention des salariés doit être donné dans le délai d'un mois,

CONSIDERANT que la Métropole n'émet pas de réserve à cette demande de dérogation au repos dominical,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE

DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE, sauf avis contraire du Conseil Municipal, à la demande de dérogation préfectorale temporaire individuelle mise en annexe.

La présente Décision sera

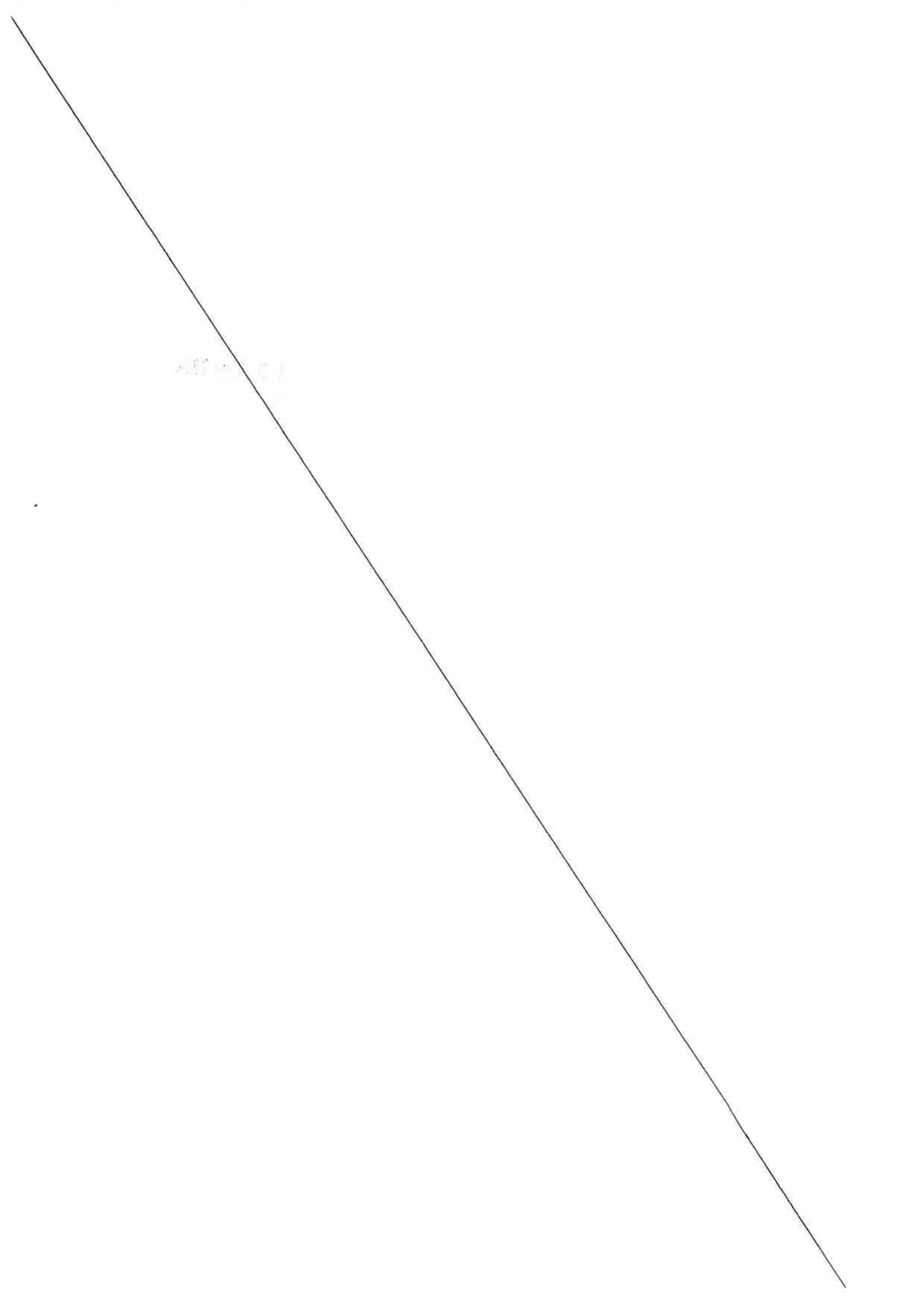
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **10 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée







**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de l'emploi, du travail
et des solidarités**

Toulon le 14 mai 2024

Affaire suivie par : Agnès MASSA
Tél. : 06 51 82 28 84
Mél. : agnes.massa@var.gouv.fr
Mél : accord-entreprise@var.gouv.fr

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Président
de Toulon Provence Méditerranée
107 bd Henri Fabre
CS – 30536 –
83041 Toulon cedex 09

Objet : Avis sur demande de dérogation à la règle du repos dominical
P.J : Copie de la demande

En application de l'article L.3132-21 du code du travail, je sollicite l'avis de l'organe délibérant de votre EPCI concernant la demande reçue le 14 mai 2024, formée par l'entreprise VCSP ROUTE FRANCE située 140 rue Georges Claude – CS 40505 – 13593 – Aix en Provence, visant à bénéficier d'une dérogation au repos dominical de ses salariés sur le fondement de l'article L.3132-20 du code du travail (dérogation préfectorale temporaire individuelle).

Conformément à l'article R.3132-16 du code du travail, l'avis des conseils municipaux doit être donné dans le délai d'un mois. J'attire votre attention sur le fait que cette échéance ne prolonge pas le délai de deux mois à compter de la réception de la demande dont je dispose pour rendre une décision.

En conséquence et afin d'éviter que ce dossier ne fasse l'objet d'une décision implicite de rejet, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser cet avis et vos éventuelles observations afin qu'ils me parviennent **avant le 14 juin 2024**

Dans l'hypothèse où votre conseil municipal ne serait pas en capacité de donner son avis dans le délai réglementaire, je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer la date de la prochaine session du conseil municipal suivant la réception du présent courrier et de me transmettre son avis dès que celui-ci sera rendu.

Vous trouverez ci-joint copie de la demande formée par l'entreprise VCSP ROUTE France.

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental et par
subdélégation,
Le Directeur du travail
Chef du Service Appui et Relations du travail

Emmanuel JOLY

DIRECTION TECHNIQUE DELEGUEE SUD

**Quartier La Salle
Chemin Roumanille
13320 BOUC BEL AIR
T/ 04 42 22 23 46
F/ 04 42 22 20 54**

DDETS DU VAR

**177, Boulevard Docteur Charles Barnier
CS 31209
83070 TOULON CEDEX**

Bouc bel air, le 13 mai 2024

Lettre Recommandée avec A.R

Mail : ddets-accord-entreprise@var.gouv.fr

OBJET : DEMANDE DE DEROGATION AU REPOS DOMINICAL – TRAVAUX AUTOROUTIER A57 SENS TOULON-NICE

Madame, Monsieur,

La Direction Technique Déléguée Sud de la société VCSP Route France est chargée des contrôles qualités de l'ensemble des sociétés du Groupe situées en Région PACA mais également de clients externes au Groupe Vinci.

La société NGE, dont la société VCSP Route France est sous-traitante, est attributaire du chantier des travaux d'élargissement de l'A57 traversant la ville de Toulon.

Dans le cadre de ce chantier, il est nécessaire de reprendre l'étanchéité du Passage Inférieur 116 de l'autoroute A57. Ces travaux nécessitent la coupure de l'autoroute A57 dans le sens TOULON-NICE. C'est pourquoi, afin de limiter l'impact sur les usagers, la société NGE prévoit de les effectuer un dimanche.

Pour cette opération, 4 salariés de la Direction Technique Déléguée Sud devront effectuer des contrôles qualités qui ne peuvent se faire que le jour de la mise en œuvre :

- Contrôle de la fabrication des matériaux mis en œuvre dans le cadre de la réfection de l'étanchéité.
- Contrôle de la mise en œuvre ces matériaux.

Notre société, afin de répondre à ses obligations contractuelles, doit suivre le planning des travaux de la société NGE.

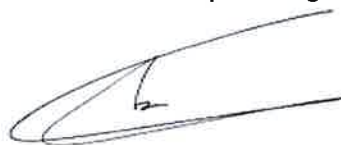
En conséquence, nous sollicitons une dérogation au repos dominical pour 5 salariés pour le dimanche 16 juin 2024 ou le dimanche 23 juin 2024 si intempérie le 16 juin 2024.

Le Comité Social et Economique a été consulté le 13 mai 2024 et a émis un avis favorable.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à notre demande,

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Christophe CHAIX
Directeur Technique Délégation Sud



PIECES JOINTES :

PJ0 : Formulaire de demande de dérogation au repos dominical

PJ1 : Décision unilatérale sur les contreparties au travail du dimanche

PJ2 : Copie du PV réunion du CSE

PJ3 : Référendum sur les contreparties et accord des salariés

DEROGATION INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL EN APPLICATION DES DISPOSITIONS

DE L'ARTICLE L. 3132-20 DU CODE DU TRAVAIL :

Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être autorisé par le préfet, soit toute l'année, soit à certaines époques de l'année seulement suivant l'une des modalités suivantes : 1° Un autre jour que le dimanche à tous les salariés de l'établissement ; 2° Du dimanche midi au lundi midi ; 3° Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ; 4° Par roulement à tout ou partie des salariés.

Ce document **ne tient pas lieu de demande de dérogation**, laquelle doit faire l'objet d'un **courrier séparé**, mais a pour objet de faciliter à la fois la formulation de cette demande et son instruction. Dûment complété et signé, il doit être retourné au S.A.C.I.T., **accompagné du dossier de demande**, de préférence **au moins cinq semaines avant la date d'effet souhaitée** pour la dérogation.

En effet, sauf si la dérogation est demandée pour trois dimanches au plus ET en cas d'urgence « dûment justifiée », ce dossier sera transmis pour avis préalable au conseil municipal de la commune, à la Chambre de commerce et d'industrie, éventuellement à la Chambre de métiers, aux syndicats d'employeurs et de salariés. Or, ces institutions et organisations disposent d'un **délai d'un mois** pour rendre leur avis. (Art. L. 3132-21-et R. 3132-16 du Code du travail).

● Raison sociale de l'entreprise : VCSP Route France – DTE - Délégation SUD

N° SIRET : 409526167 00245

Adresse de l'entreprise : QUARTIER LA SALLE – 13 320 BOUC BEL AIR

Effectif global : 35

Code APE : 4211.Z .Intitulé exact de la convention collective éventuellement applicable : CCN des ETAM et des CADRES des TP

● Activité : Travaux Publics.....

Demandeur : CHAIX.Christophe Qualité : Directeur Technique

☎ 04.42.22.23.46 /christophe.chaix@vinci-construction.com ...

Correspondant RH : ROCCHIA Lucie – 06.03.03.22.88 / lucie.rocchia@vinci-construction.com

INFORMATIONS RELATIVES à l'ENTREPRISE ou à l'ETABLISSEMENT qui sollicite la DEROGATION au REPOS DOMINICAL

EMPLOI			
	Hommes	Femmes	Jeunes travailleurs
Effectif global : Préciser les types de contrats de travail CDI / CDD / Temps partiel	32 CDI	3 CDI	0
Nombre de salarié(s) appelé(s) à travailler le dimanche	4		0
Préciser pour le(s) salarié(s) appelé(s) à travailler le dimanche : ● Type(s) de contrat(s) ● Qualification et activité du personnel qui travaillera le dimanche	CDI Technicien de laboratoire / Ingénieur Technique		

HORAIRES	
Répartition actuelle de la durée du travail quotidienne et hebdomadaire	Travail quotidien du lundi au vendredi : 7h30mn / Travail hebdomadaire : 37h30 mn
Horaire qui serait pratiqué le dimanche	9h-16h30 ou 16h30-24h00
Modalité d'attribution du repos hebdomadaire au(x) salarié(s) appelé(s) à travailler le dimanche A, B, C, ou D*	D

***Rappel :** En application des dispositions de l'article L. 3132-20 du Code du travail, le repos hebdomadaire du personnel employé le dimanche doit être donné :
A : Un autre jour que le dimanche à tous les salariés de l'établissement
B : Du dimanche midi au lundi midi
C : Le dimanche après-midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine
D : Par roulement à tout ou partie des salariés

ENGAGEMENTS ET CONTREPARTIES

Article L. 3132-25-3, alinéa 1 du Code du travail : « Les autorisations prévues [à l'article] L. 3132-20 [...] sont accordées au vu d'un accord collectif ou, à défaut, d'une décision unilatérale de l'employeur prise après référendum. ».

① SUPPORT	
Cochez la case correspondant à votre situation au regard de l'article L. 3132-25-3 ci-dessus	
<input checked="" type="checkbox"/> Convention ou accord collectif de branche : Intitulé : CCN des ETAM des TP Date de conclusion : 12/07/2006 ..Article : 4.2.10.....	
<input type="checkbox"/> Accord d'entreprise ou d'établissement, conclu le	
<input checked="" type="checkbox"/> Décision unilatérale de l'employeur en date du 4 avril 2024	

Article L. 3132-25-3 alinéas 2 & 3 du Code du travail : « L'accord collectif fixe les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical ainsi que les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées.

En l'absence d'accord collectif applicable, les autorisations sont accordées au vu d'une décision unilatérale de l'employeur, prise après avis du comité social et économique s'il existe, [du comité d'entreprise ou des délégués du personnel, lorsqu'ils existent], approuvée par référendum organisé auprès des personnels concernés par cette dérogation au repos dominical. La décision de l'employeur approuvée par référendum fixe les contreparties accordées aux salariés privés du repos dominical ainsi que les engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées. Dans ce cas, chaque salarié privé du repos du dimanche bénéficie d'un **repos compensateur** et perçoit pour ce jour de travail une rémunération « au moins égale au **double de la rémunération** due pour une durée équivalente ».

② COMPENSATIONS	
Majoration de rémunération	Cf. décision unilatérale
Repos compensateur	Cf. décision unilatérale
Engagements pris en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté ou de personnes handicapées	Cf. décision unilatérale

REPRESENTATION DU PERSONNEL dans l'ENTREPRISE ou l'ETABLISSEMENT CONCERNE

Date du premier tour des dernières élections du CSE ou du procès-verbal de carence ou sans objet	Dans l'entreprise 14/02/2023	Dans l'établissement concerné par la demande de dérogation 14/02/2023
--	---------------------------------	--

FONDEMENT DE LA DEMANDE

Article L 3132-20 du Code du travail : « Lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être autorisé par le préfet, soit toute l'année, soit à certaines époques de l'année seulement »

Motifs invoqués à l'appui de la demande de dérogation (notamment, obligation contractuelle impérative, imposée par le donneur d'ordre, nécessité d'intervention en dehors de la présence du public, etc.), accompagnés des documents justificatifs s'y rapportant :

Joindre un argumentaire détaillé permettant à notre service d'apprécier si l'une au moins des conditions posées par la loi pour déroger au repos dominical (préjudice au public ou atteinte au fonctionnement normal de l'établissement) est remplie.

Période souhaitée

- ☒ Dimanches particuliers (préciser les dates) : le 16 juin 2024
☐ Trois ans (maximum autorisé par la loi)
☒ Autre période : en cas d'intempérie : le 23 juin 2024

DOCUMENTS à JOINDRE IMPERATIVEMENT à ce FORMULAIRE :

- ① Courrier sollicitant l'autorisation de déroger au repos dominical, indiquant clairement la/les périodes souhaitées ou les dates des dimanches qui seraient travaillés et comportant un argumentaire détaillé concernant sa motivation ;
- ② Si compensations prévues par accord d'entreprise ou d'établissement : copie de cet accord.
- ③ Si compensations prévues décision unilatérale : - copie de cette décision unilatérale ;
- avis des représentants du personnel, s'ils existent, sur cette décision unilatérale ;
- procès-verbal du référendum élargé par les salariés concernés.

Fait à Bouc bel air, le 13 mai 2024

Cachet de l'entreprise

Signature du demandeur identifié à la première page :



DECISION UNILATERALE – CONTREPARTIES AU TRAVAIL DOMINICAL

Afin de répondre à ses obligations contractuelles dans le cadre du chantier de la réfection de l'étanchéité du Passage Inférieur 116 de l'autoroute A57 à Toulon (83) en sous-traitance de la société N.G.E, VSCP Route France – DTE Sud, située Quartier La salle – 13320 Bouc bel air, devra travailler le **dimanche 16 juin 2024** (ou dimanche 23 juin 2024 si intempéries le 16 juin).

Elle mettra à disposition du chantier au maximum 4 salariés (2 techniciens de laboratoire et 2 Ingénieurs Technique) pour effectuer les contrôles qualité suivants qui ne peuvent se faire que le jour de la mise en œuvre :

- Contrôle de la fabrication des matériaux mis en œuvre dans le cadre de la réfection de l'étanchéité.
- Contrôle de la mise en œuvre des matériaux dans le cadre de la réfection de l'étanchéité.

Conformément à l'article L3132-25-3 du Code du travail, la présente décision unilatérale définit :

1) Les contreparties accordées aux salariés :

Pour les ETAM volontaires pour travailler le dimanche, les heures effectuées seront majorées à 100% (sans possibilité de cumul avec les majorations pour heures supplémentaires). Ces contreparties sont fixées au point 4.2.10 de la convention collective des ETAM du 12 juillet 2006

Pour le personnel Cadre en forfait jour volontaires pour travailler le dimanche, le travail effectué le dimanche donnera lieu à l'octroi d'un jour de repos supplémentaire.

Le repos hebdomadaire sera pris dans la semaine suivant le travail le dimanche (soit le lundi soit le vendredi).

Dans tous les cas, le salarié bénéficiera de minimum 35 heures de repos consécutif par semaine.

2) Engagement en termes d'emploi :

Compte tenu qu'un seul dimanche sera travaillé au sein de la DTE Sud de la société VSCP Route France, la société ne prend pas d'engagement en termes d'emploi.

3) Evolution de la situation personnelle des salariés privés du repos dominical

La société sera attentive à toute difficulté que le salarié travaillant le dimanche, même à titre exceptionnel, pourrait rencontrer pour concilier sa vie professionnelle et vie personnelle et familiale durant cette période. La société invite le salarié à en faire part à son responsable hiérarchique.

Cette décision devra être approuvée par référendum par les salariés concernés.

Fait à Bouc Bel Air, le 4 avril 2024

Christophe CHAIX,
Directeur Technique



Consultation du Comité Social et économique d'établissement de la Délégation Sud de VCSP Route France.

Après avoir été informé et consulté lors de la réunion du 13 mai 2024 sur la décision unilatérale relative aux contreparties définies au titre du travail dominical dans le cadre de la demande de dérogation au repos dominical pour le chantier de la réfection de l'étanchéité du PI 116 de l'autoroute A57 à Toulon (83), les membres du CSE donnent, sur ce projet, un avis :



favorable



défavorable

- Nombre de voix favorables : 4
- Nombre de voix défavorables : 0
- Nombre d'abstentions : 0

A Aix en Provence, le 13 mai 2024

La secrétaire du CSE




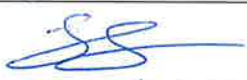


Référendum travail le Dimanche

REFERENDUM – TRAVAIL DOMINICAL

En application des articles L3132-20 et L3132-25-3 du code du travail, nous vous sollicitons dans le cadre d'un référendum sur la mise en place de la décision unilatérale relative au travail le dimanche 16 juin 2024 (ou dimanche 23 juin 2024 si intempéries le 16 juin 2024) dans le cadre du chantier d'étanchéité du PI 116 situé sur l'A57 dans la traversée de Toulon (83) et en sous-traitance de la société N.G.E pour laquelle nous effectuerons des contrôles qualités.

Pour se faire et étant concerné par son application, vous voudrez bien exprimer votre position en notant votre avis dans le tableau ci-dessous (oui / non), datez et signez la présente lettre.

1) Etes-vous favorable à la décision unilatérale relative au travail dominical et à ses contreparties ?

Nom – Prénom	Q1	Date	Signature
BONNET Jérôme	X	05/04/2024	
FAIVRE Frédéric	X	05/04/2024	
BONNET Louis	X	05/04/2024	
MAYAT Quentin	X	05/04/2024	

Fait à Bouc Bel Air, le 5 avril 2024

VCSP Route France

Accord du salarié pour travail le dimanche

Objet : Volontariat pour travail dominical

Dans le cadre du chantier de la réfection de l'étanchéité du PI 116 situé sur l'A57 dans la traversée de Toulon (83) et en sous-traitance de la société N.G.E, pour laquelle nous effectuerons des contrôles qualités, vous êtes susceptible de travailler de manière exceptionnelle le dimanche 16 juin 2024 (ou le dimanche 23 juin 2024 si intempérie).

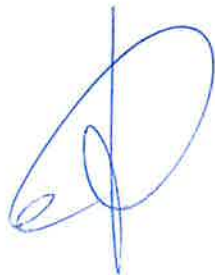
Vous avez accepté par référendum du 5 avril 2024, la décision unilatérale relative au travail dominical exceptionnel et à ses contreparties.

A ce titre, vous nous confirmez être volontaire pour travailler les dimanches concernés.

Date 05/04/2024

Nom Prénom BONNET Jérôme

Signature



VCSP Route France

Accord du salarié pour travail le dimanche

Objet : Volontariat pour travail dominical

Dans le cadre du chantier de la réfection de l'étanchéité du PI 116 situé sur l'A57 dans la traversée de Toulon (83) et en sous-traitance de la société N.G.E, pour laquelle nous effectuerons des contrôles qualités, vous êtes susceptible de travailler de manière exceptionnelle le dimanche 16 juin 2024 (ou le dimanche 23 juin 2024 si intempérie).

Vous avez accepté par référendum du 5 avril 2024, la décision unilatérale relative au travail dominical exceptionnel et à ses contreparties.

A ce titre, vous nous confirmez être volontaire pour travailler les dimanches concernés.

Date

05 04 2024

Nom Prénom

FABRICE FRELLONZ

Signature



VCSP Route France**Accord du salarié pour travail le dimanche****Objet : Volontariat pour travail dominical**

Dans le cadre du chantier de la réfection de l'étanchéité du PI 116 situé sur l'A57 dans la traversée de Toulon (83) et en sous-traitance de la société N.G.E, pour laquelle nous effectuerons des contrôles qualités, vous êtes susceptible de travailler de manière exceptionnelle le dimanche 16 juin 2024 (ou le dimanche 23 juin 2024 si intempérie).

- Vous avez accepté par référendum du 5 avril 2024, la décision unilatérale relative au travail dominical exceptionnel et à ses contreparties.

A ce titre, vous nous confirmez être volontaire pour travailler les dimanches concernés.

Date

05/04/2024

Nom Prénom

BONNET Louis

Signature



VCSP Route France

Accord du salarié pour travail le dimanche

Objet : Volontariat pour travail dominical

Dans le cadre du chantier de la réfection de l'étanchéité du PI 116 situé sur l'A57 dans la traversée de Toulon (83) et en sous-traitance de la société N.G.E, pour laquelle nous effectuerons des contrôles qualités, vous êtes susceptible de travailler de manière exceptionnelle le dimanche 16 juin 2024 (ou le dimanche 23 juin 2024 si intempérie).

Vous avez accepté par référendum du 5 avril 2024, la décision unilatérale relative au travail dominical exceptionnel et à ses contreparties.

A ce titre, vous nous confirmez être volontaire pour travailler les dimanches concernés.

Date 05 Avril 24

Nom Prénom NYAT Quentin

Signature

